

DECRET n° 75-55 du 26 mars 1975 portant nomination d'un secrétaire général au ministère des affaires étrangères.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre des affaires étrangères ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967,

DECRETE :

Article premier. — Est et demeure abrogé le décret n° 67-26 du 6 février 1967 portant nomination.

Art. 2. — M. Kodjo de Medeiros, administrateur civil de 1re classe 3e échelon est nommé secrétaire général du ministère des affaires étrangères, en remplacement de M. Kwassi Savi de Tové titulaire d'un congé pour affaires personnelles.

Art. 3. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 26 mars 1975
Général G. Eyadéma

DECRET N° 75-59 du 27 mars 1975 rapportant le décret n° 69-200 du 24 octobre 1969 relatif à la nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en République française.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre des affaires étrangères ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967,

DECRETE :

Article premier. — Est et demeure rapporté le décret n° 69-200 du 24 octobre 1969 nommant M. Barandao (Jean-Marie), ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en République française.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 27 mars 1975
Général G. Eyadéma

DECRET N° 75-60 du 27 mars 1975 rapportant le décret n° 72-161 du 7 juillet 1972 relatif à la nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en République du Ghana.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre des affaires étrangères ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967,

DECRETE :

Article premier. — Est et demeure rapporté le décret n° 72-161 du 7 juillet 1972 nommant M. Kossi Mensah Akou, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en République du Ghana.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 27 mars 1975
Général G. Eyadéma

DECRET N° 75-61 du 27 mars 1975 accordant remise de peine.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967,

DECRETE :

Article premier. — Tout condamné à une peine temporaire privative de liberté devenue définitive à la date du présent décret bénéficie, à l'occasion de la fête de la Libération Nationale du 13 janvier 1975, d'une remise gracieuse de peine égale au tiers de la durée de cette peine.

En cas de condamnations multiples, la remise s'opérera sur la peine la plus forte.

Art. 2 — Sont exclues du bénéfice de la remise de peine prévue à l'article 1er :

a) — les personnes condamnées pour détournement de deniers publics ou abus de confiance au préjudice d'organismes publics ou para-publics, les personnes condamnées pour complicité de ces crimes et délits ; les personnes condamnées pour recel de deniers ou d'objets provenant de ces mêmes crimes et délits ;
b) — les personnes condamnées pour homicide volontaire ou empoisonnement.

Art. 3. — Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 27 mars 1975
Général G. Eyadéma

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

ARRETE N° 68-INT du 9 avril 1975 portant création des commissariats de sécurité publique de Vogan, Tabligbo, Tchamba, Pagouda, Niamtougou et Kandé.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu le décret n° 67-114 du 18 mai 1967 portant attributions du ministre et organisation du ministère de l'intérieur ;
Vu le décret n° 60-59 du 18 juin 1960 portant création et organisation de la sûreté nationale ;
Vu l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 relative au statut spécial des personnels de police de la République togolaise ;
Sur proposition du directeur de la sûreté nationale,

ARRETE :

Article premier — Sont créés, les commissariats de sécurité publique dans les circonscriptions administratives suivantes : Vogan, Tabligbo, Tchamba, Pagouda, Niamtougou et Kandé.

Art. 2 — La compétence des commissariats de sécurité publique de ces différentes localités est fixée comme suit :

1) — En matière de police judiciaire, au périmètre urbain et suburbain de chacune de ces villes.

2) — En matière de renseignements généraux, à toute l'étendue des circonscriptions :

- a) de Vogan
- b) de Tabligbo
- c) de Tchamba
- d) de Pagouda
- e) de Niamtougou
- f) et de Kandé.

Art. 3 — Ces différents commissariats de sécurité publique seront ouverts au fur et à mesure des disponibilités.

Art. 4 — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 avril 1975

Y. K. Eklo

Autorisations spéciales de dépenses

Arrêté n° 73-INT-SG-DSTCL du 15-4-75 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions de Lomé, Aného, Vogan, Tabligbo, Tsévié, Kloto, Notsé, Atakpamé, Akposso, Badou, Tchaoudjo, Tchamba, Sotouboua, Bassar, Bafilo, Lama-Kara, Niamtougou, Pagouda, Kandé, Mango et Dapaon pour faire face aux dépenses du mois d'avril 1975.

Arrêté n° 74-INT-SG-DSTCL du 15-4-75 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes de Lomé, Tsévié, Aného, Kpa-

limé, Atakpamé, Sokodé et Bassar, exercice 1975 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1974 pour faire face aux dépenses du mois d'avril 1975.

Transfert dans le corps de la sûreté nationale

Arrêté n° 61-INT-CGC du 5-3-75 — L'élève-gardien de circonscription Nyarou Kagniga est transféré dans le corps de la police (sûreté nationale) pour compter du 1er mars 1975.

Exclusion temporaire

Arrêté n° 72-INT-DSN-DAPM du 14-4-75 — En application des dispositions prévues au titre V de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, M. Ouyenga Temlo, gardien de la paix 1er échelon, est temporairement exclu de ses fonctions pour une durée d'un (1) mois à compter du 1er mai 1975 pour faute en service.

Pendant la durée de son exclusion de fonctions, M. Ouyenga :

- 1/ n'aura pas droit à son traitement ;
- 2/ continuera à percevoir les allocations à caractère familial auxquelles il peut prétendre.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 9-4-75 à l'arrêté n° 55-INT/DSN/DAPM du 5 mars 1975 portant admission dans le corps des officiers de police du cadre spécial de la sûreté nationale.

Nom et prénoms	Ancienne situation	Nouvelle situation
	<i>Au lieu de :</i>	
Agbangba Afo Massassi (ex Djibirine Taïrou)	officier de police adjoint 2 ^e classe 4 ^e échelon (indice 880)	élève-officier de police (indice 850)
	<i>Lire :</i>	
Agbangba Afo Massassi (ex Djibirine Taïrou)	officier de police adjoint de 2 ^e classe 5 ^e échelon (indice 940)	élève-officier de police (indice 850)

Le reste sans changement.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotions

Arrêté n° 298-MFP du 11-4-75 — Sont promus au titre de l'année 1974, les fonctionnaires dont les noms suivent appartenant au corps du personnel de l'administration générale :

CADRE DES ADMINISTRATEURS CIVILS (catégorie A1)

Au grade d'administrateur civil de 1^{re} classe 1^{er} échelon

Pour compter du 22 juillet 1974

Eklou-Natey A. (Damien), administrateur civil de 2^e classe 4^e échelon

CADRE DES SECRETAIRES D'ADMINISTRATION (catégorie B)

Au grade de secrétaire d'administration de 1^{re} classe 1^{er} éch.

pour compter du 1^{er} janvier 1974

Tcherou T. (Lucien), secrétaire d'administration de 2^e classe 4^e échelon

Kakaye N. N'Ouitcha, secrétaire d'administration de 2^e classe 4^e échelon.

Arrêté n° 310-MFP du 14-4-75 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Takpara Azoumaïrou l'arrêté n° 84-MFP du 31 janvier 1975 portant promotion.